

Atelier n° 4

**LES ANNEES 1970 ENTRE POLITIQUE ET HISTOIRE :
LA CONSTRUCTION D'UNE PERIODE DE TRANSITION**

Communication présentée par

Hélène HATZFELD

Docteur d'Etat en science politique

Maître de conférence Institut d'études politiques de Paris

La débâcle du Parti socialiste à la dernière élection présidentielle a fait surgir des parallélismes avec les années 70, avec le temps où le PS naissait ; des clubs ont à leur tour imaginé de nouvelles formes d'organisation politiques. Mal connue, l'époque interpelle : grèves et actions ouvrières intriguent les jeunes générations par leur rapport au politique¹, tandis que ceux qui l'ont vécue et en relisent aujourd'hui les traces expriment un sentiment fréquent d'étrangeté².

En prenant pour exemple l'élaboration de la démocratie participative, cette contribution montre les raisons de cet intérêt ambivalent : les années 70 sont au fondement des réflexions et des pratiques actuelles parce qu'elles constituent un moment fort de transition entre une forme de démocratie centrée sur la représentation et l'exploration de modes d'organisation et d'expression pluriels.

La construction des années 70 comme période de transition se fonde sur l'articulation de deux démarches, historique et politique. Le regard de l'historien, en donnant à la période étudiée la figure du passé, en l'inscrivant dans le temps long des continuités et des ruptures, en confrontant les faits et leur interprétation, donne à voir ce qui nous intéresse aujourd'hui dans les années 70 : la façon dont, par l'espace politique qu'elles créent, elles nous arriment à un passé et ébauchent les préoccupations d'aujourd'hui.

Le regard de l'historien sur l'objet politique

Le point de départ de la réflexion sur les années 70 est une thèse de science

¹ Xavier Vigna, *Actions ouvrières et politiques à l'usine en France dans les années 68*, Thèse pour le doctorat d'histoire, Université Paris VIII, dir. Michelle Zancarini-Fournel, 2003

² X. Vigna témoigne de ce double constat lorsqu'il évoque la crainte de l'historien "de ne (plus) rien comprendre": "le passé serait devenu barbare, et donc totalement étranger. Ou bien du discours entier rêvé, ne subsisteraient plus que des fragments insanes et inutilisables." Op. cit. p. 1

politique, conçue dans un temps encore très proche de la période étudiée³. La réflexion présentée ici s'inscrit dans le renouveau d'intérêt suscité par la période ; elle met en perspective les questions d'aujourd'hui et celles posées à l'époque sur le rôle du parti, du syndicat, de l'association, sur le renouvellement des formes d'organisation et d'expression. Cette mise en relation des questions redéfinit le centre d'intérêt : de l'objet politique –les relations entre des organisations de type différent construisant l'espace politique de la victoire de la gauche en 1981–, l'intérêt se porte sur une genèse –les conditions d'élaboration de l'idée de démocratie participative. Le regard change aussi : en s'éloignant dans le temps, les années 70 sont devenues un objet historique. Le politologue ne peut plus faire comme si son étude relevait seulement de la science politique parce que portant sur un temps tout proche⁴. Il adopte une démarche d'historien.

Des questionnements d'aujourd'hui à ceux d'hier

Pour rendre compréhensibles les faits et les modes de pensée de l'époque, la démarche proposée par Marc Bloch apporte une aide précieuse au politologue : "observer, analyser le paysage d'aujourd'hui. Car lui seul donnait les perspectives d'ensemble dont il était indispensable de partir"⁵, mettre en perspective hier avec aujourd'hui, et pour cela "constituer ces faits historiques en problèmes"⁶. La formulation de relations existant entre les questions des années 70 et celles d'aujourd'hui constitue la notion de démocratie participative en problème (d'où vient-elle ? comment est-elle définie ? quel rôle lui est attribué ?) et ainsi éclaire un contexte historique et politique.

Les préoccupations d'aujourd'hui et celles des années 70 présentent de fortes similitudes, mais les termes des questions, les réponses et les expériences montrent des différences essentielles. Nous prendrons deux exemples qui occupent une place importante dans les réflexions sur les formes de la démocratie : le rapport au politique dans lequel se construit le nouvel espace organisationnel de gauche, et le rôle des partis.

Dans les années 70, les questions portent sur les frontières du politique. Elles prolongent et amplifient l'idée déjà présente que le champ du politique s'est étendu, comme le montrent l'analyse de manuels de science politique⁷ et les

³ *Les relations entre le Parti socialiste, la CFDT et le mouvement social (1971-1981)*, Thèse de doctorat d'Etat de science politique, IEP de Paris, dir. G. Lavau, 1987

⁴ Cette illusion tient au fait que "la science politique reste conçue jusqu'à une période relativement récente comme une science du présent (...)" Elle s'apparente à celle qui fonde l'histoire politique sur le "postulat de la prévalence et de l'autonomie du politique ; postulat qui justifie une explication du politique "d'abord par le politique." (Yves Déloye, "Entre histoire et sociologie : l'hybridation de la science politique", in Yves Déloye, Bernard Voutat, *Faire de la science politique*, Belin, 2002, p.14 et 20)

⁵ *Apologie pour l'histoire*, A. Colin, 1974, p. 65

⁶ Jacques Le Goff, Préface de Marc Bloch, op. cit. p. 13

⁷ Erik Neveu, "Les manuels de science politique. Relève de génération et variations d'un genre académique", in Pierre Favre, Jean Baptiste Legavre dir., *Enseigner la science politique*, L'Harmattan, 1998

recherches menées par Pierre Rosanvallon⁸. Dans les années 70, les frontières du politique s'étendent à des problèmes de société (entre l'homme et son environnement, "nouveaux rapports sociaux"⁹), ou jusque-là considérés comme personnels (droit à la contraception, viol). Le politique est aussi questionné dans son rapport à la domination jusque dans les institutions sociales et les rapports entre individus : école, prisons, famille... "Tout est politique" est la forme emblématique donnée à cette exploration de frontières. Aujourd'hui, face au constat d'une société éclatée, de la décomposition des repères identitaires de la classe sociale ou du clivage gauche/droite, le politique est questionné dans sa capacité à créer des liens entre les hommes, à donner à la pluralité des individus particuliers des raisons de vivre ensemble.¹⁰ A la question "où s'arrête le politique ?" s'est substituée l'inquiétude de ne plus savoir en quoi il consiste, ni à quoi il sert.

Les débats sur le rôle des partis politiques, sur leur inadaptation, sur la capacité d'un "mouvement social" à susciter un nouveau rapport au politique, particulièrement vifs dans l'après 21 avril 2002¹¹, rappellent ceux qui ont accompagné la gestation et les premières années du PS¹². Dans les deux cas, la désagrégation d'un espace politique constitué, en ouvrant le champ des possibles, favorise la formulation de questions sur les différentes possibilités de remédier aux biais de la représentation, de contribuer à l'élaboration du politique, de mobiliser une diversité de compétences et d'intelligences... Mais l'approche historique conduit à dépasser cet effet de récurrence.

La signification de l'écart chronologique dans la construction de l'objet politique

Dans les travaux de science politique, la prise en compte du passé se traduit souvent par une comparaison (ressemblances/différences) ou un tableau de contexte, servant d'arrière-plan à l'exposé¹³. Mais la démarche généalogique¹⁴, le travail sur plusieurs échelles temporelles et la périodisation

⁸ *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Gallimard, 2000, p. 390 sq

⁹ Pour le PSU et la CFDT, ce sont les rapports entre hommes et femmes, entre conception et exécution, entre Français et immigrés...

¹⁰ cf. le numéro 7 (printemps 2002) de *La pensée de midi* qui rassemble plusieurs points de vue actuels : "Crise du politique" (Pascal Perrineau), "dilution du politique", (Manuel Castells), recherche des "fondements du politique" (Jean William Lapierre, Bruno Etienne)

¹¹ cf. le dossier du *Monde*, "Refonder la République", 5-6/05/02, de multiples analyses et interventions dans la presse consécutives à la défaite socialiste du 21 avril.

¹² Pour une synthèse : cf. Eric Melchior, *Le Parti socialiste, du projet au pouvoir*, Editions de l'Atelier, 1993

¹³ Pour la science politique naissante, "l'histoire politique (faisait) à la fin des années 50 figure d'alliée, certes privilégiée, mais néanmoins réduite à une fonction extérieure et de nature purement documentaire de mise en contexte historique des faits politiques." Y. Déloye, op. cit. p. 14. Cette tendance se prolonge en fait bien au-delà des années 50.

¹⁴ Pierre Rosanvallon, *Leçon inaugurale au Collège de France*, 28 mars 2002, p. 15

de la décennie montrent le processus pluri-organisationnel dans lequel l'idée de démocratie participative prend forme et sens.

Les apports d'une démarche généalogique

Par la mise en perspective des questions des années 70 avec celles d'aujourd'hui, les similitudes des deux périodes s'éclairent en se modulant. Si les formes d'organisation, la critique des biais de la démocratie représentative marquent une profonde continuité, des ressemblances cachent des différences. Ainsi le "mouvement social" d'aujourd'hui, équivalent de grève, n'est-il que le petit frère de celui qui, "puissant mouvement de masse" hantait l'imaginaire de la CFDT et d'associations, et le lointain cousin de celui du début du siècle, euphémisme pour "mouvement ouvrier". La démarche généalogique dévoile aussi les fausses parentés, tel le rapprochement avec 1936, symbole du couplage d'une victoire électorale et d'une dynamique sociale, effectué par certains militants avant 1978 et 1981¹⁵. Mais les années 70 nous intéressent surtout par leur mélange de continuités et d'innovations. Ainsi les "nouveaux mouvements sociaux", tout en empruntant une expression ancienne, désignent l'émergence de nouveaux thèmes de mobilisation sur les droits des femmes ou le rapport à la nature et à l'environnement. L'autogestion remodèle des références étrangères et historiques pour définir des formes de contrôle de la société sur les décisions. L'invention de la démocratie participative est symbolique de la période par son ambiguïté : tantôt elle est inscrite dans une continuité et propose des remèdes aux maux de la démocratie représentative, tantôt elle est valorisée dans son innovation, devenant alors son substitut.

Le travail à plusieurs échelles de temps

La simplicité mathématique de la dizaine (les années 70) a l'avantage de fournir un repérage rapide dans une succession chronologique, de distinguer ainsi entre le temps du gaullisme et celui du mitterrandisme, un intervalle : intervalle de changements sociaux et politiques et de mutations de longue durée qui confèrent à la décennie une dimension de transition.

Pour le politologue, les années 70 présentent un cadrage évident : entre 1971, le congrès fondateur du Parti socialiste et 1981, l'arrivée de la gauche au pouvoir, la décennie semble se présenter comme un parcours cohérent. L'éclairage historique brouille cette simplicité. Les années 70 prolongent le processus de débats, d'ébauches, d'échecs et de recompositions commencé dans la décennie antérieure¹⁶, qui a fait de la période un temps fort des réflexions sur la démocratie et sur les nouvelles formes à donner à un parti de gauche.

L'idée de démocratie participative s'élabore dans les débats sur la

¹⁵ "Nous sommes en 1935 (...) ; la victoire électorale s'accompagnera, c'est très probable, de mouvements sociaux considérables" (Alain Meyer au Congrès du Parti socialiste en 1977).

¹⁶ En particulier les Assises pour la démocratie (Vichy) en 1964 et les Rencontres socialistes (Grenoble) en 1966.

décentralisation, dans les possibilités d'extension de la participation hors de la sphère économique (dans le cadre de vie, l'urbanisme¹⁷), dans les divers modes d'organisation et d'expression expérimentés dans les grèves de mai 68 et des années suivantes (assemblées générales, forums...), puis elle prend forme comme palliatif des maux de la démocratie représentative. Ainsi la périodisation des années 70 recouvre-t-elle en partie celle des *années 68*. Mais elle diffère par la position donnée à mai 68. Si mai 68 constitue bien l'épicentre¹⁸ de multiples expérimentations, de formes d'expression et d'organisation, l'élaboration d'un concept de démocratie participative est la résultante de réflexions et de pratiques aux temporalités plus larges (diffusion des idées de P. Mendès France, du club Jean Moulin, de chrétiens de gauche, expérience des GAM...).

A l'échelle d'un siècle, les débats, les propositions et les expérimentations des années 70 expriment une transition¹⁹ entre deux mondes : à la fois ils marquent une continuité avec les systèmes de pensée et la conception de la démocratie ouverts au dix-neuvième siècle par l'organisation du mouvement ouvrier et la formation des partis politiques modernes, et ils esquissent des modes de prise en compte de la complexification sociale dans la mise en œuvre de la démocratie. D'un bord à l'autre de la décennie, un tri s'opère, délaissant le communisme et le marxisme, une vision binaire du monde, recomposant la place de l'individu et des identités sociales, redistribuant les formes et les finalités des engagements...²⁰ La notion de démocratie participative apparaît ainsi comme une concrétisation de cette transition : à la fois elle définit **une** démocratie et en imagine un contenu pluriel, affirme le rôle des partis politiques et le perturbe par l'introduction de "partenaires"²¹. Mais sa définition et son rôle varient dans la période.

Les décalages temporels donnent sens à la période

Au sein de la décennie, un découpage en unités de temps relativement cohérentes se révèle peu pertinent. La construction de la force militante et électorale du PS, les luttes ouvrières et sociales, la diffusion des croyances (à la révolution, à un "puissant mouvement social", à l'autogestion) suivent des rythmes politiques et sociaux différents. Ainsi, en fin de période, le thème du

¹⁷ Cf. le rapport d'Olivier Guichard, *Vivre ensemble*, 1976

¹⁸ J'emprunte cette expression à Geneviève Dreyfus-Armand, "L'espace et le temps des mouvements de contestation", in *Les années 68*, p. 26

¹⁹ La période concernée et le sens de cette transition diffèrent de ceux proposés par Jacques Capdevielle et René Mouriaux dans *Mai 68 : l'entre-deux de la modernité*, PFNSP, 1988. Ils analysent mai 68 comme une "mi-temps" entre une définition positive et consensuelle de la modernité qui caractérise les années 50-60 et son assimilation à un avenir incertain, développée dans les années 80. La transition analysée dans cette contribution porte sur une période et une échelle plus larges : les années 70 dans le siècle.

²⁰ Ces mutations ont été exprimées à l'époque notamment par Daniel Bell, Ronald Inglehart, Alain Touraine.

²¹ F. Bloch-Lainé en est l'un des principaux promoteurs. Cf. l'expérience de comités de résidents dans les grands ensembles de la SCIC (1965). Il défend la "partenarité" ou "partnership" en 1979 au Congrès de la DAP (Association pour le développement des associations de progrès) sur "L'association et les pouvoirs".

mouvement social reste très présent dans les propos d'associations proches du PS ou à l'extrême gauche alors même que les mobilisations contre les licenciements et les fermetures d'entreprises sont difficiles. Ces rythmes sont ainsi faits, pour une part importante, de l'imagination des acteurs (les Assises pour le socialisme de 1974 en sont un exemple), d'attentes qui suspendent la dynamique antérieure (attente des élections législatives de 1978, déplorée par la direction de la CFDT ; attente chez des militants associatifs de l'élection présidentielle de 1981) et donc aussi de déceptions (comme celle de ces militants de la CFDT qui, individuellement, quittent le PS peu après les Assises).

Les faits qui marquent la vie politique de la décennie (fondation du PS, programme commun de la gauche et rupture de celui-ci, Assises, échéances électorales) organisent des espaces et des temps variés, plus ou moins stables et durables, comme par succession d'ondes, anticipées ou réactives. Par leurs effets sur les organisations et leurs relations, mais aussi sur les esprits et les conceptions, ces faits ouvrent et ferment des champs de possibilités. La succession et le recouvrement d'ouvertures et de fermetures expriment la temporalité caractéristique des années 70 : fermeture rapide de la perspective révolutionnaire imaginée sur un mode léniniste après 68 ; ouverture renouvelée de multiples formes d'"alternatives" ("produire et vivre autrement" ; "faire de la politique autrement") ; perspectives de "transitions" (transition démocratique au socialisme, "contrôler aujourd'hui pour décider demain") ; envol d'"auto" (-gestion, -nomie)... et disparition ; profusion de nouveaux (nouveaux types de militantisme, de démocratie, de mouvements sociaux, nouveaux rapports au travail, entre hommes et femmes...)... et usure, perte de sens. Ces ondes sont elles-mêmes portées par des courants à la force croissante et convergente : la bipolarisation du champ politique autour de partis à structure classique et de figures médiatisées, le désenchantement de la perspective d'une "société socialiste" par le "socialisme réel" favorisent la construction d'une hégémonie du PS sur la gauche, dont la victoire de 1981 constitue le point d'orgue... La décennie apparaît dès lors non comme un processus supposé cohérent (d'Epinais à l'Élysée), mais comme une délimitation progressive des possibles. Ainsi s'éclaire la dynamique propre de la période : le glissement entre des remises en cause des règles du jeu politique (affirmation d'un rôle politique du syndicat ou de l'association, critique de la place des élections dans la démocratie...) et leur acceptation ; entre l'imagination de formes d'organisation et d'expression palliant les défauts de la démocratie représentative (nouveaux mouvements sociaux, autogestion, démocratie participative...), et le réalisme des choix de formes d'organisation, d'alliances, de tactiques nécessaire à la construction d'une force de gauche pouvant remporter les élections.²²

²² "Ce n'est pas parce que l'histoire a tranché de fait entre des possibles (...), qu'ils étaient inéluctablement inscrits au départ dans la structure objective des positions, ou dans la conscience et la volonté" (des acteurs). Philippe Gottraux "Socialisme ou Barbarie, Un itinéraire saisi par l'histoire et la sociologie", in *Faire de la science politique*, op. cit. p. 191

La construction de l'objet politique dans son rapport historique

Les possibilités et les choix qui caractérisent les années 70 définissent le contexte dans lequel l'idée de démocratie participative prend forme. Ils expriment plus largement la façon dont les acteurs des années 70 –militants du PS, de la CFDT, de mouvements sociaux et d'associations–, ont élaboré leur intelligence de la situation, et inversement comment leur vision du monde a organisé et borné le champ de leurs actions²³.

Le cadre d'intelligence d'une situation

L'interprétation de la victoire électorale de mai 1981 comme "paradoxe" dans une partie de la gauche est révélatrice de tout un mode de pensée qui imprègne la décennie. La victoire électorale est perçue comme un paradoxe parce qu'elle n'est le produit d'aucun mouvement de luttes et n'en déclenche pas : "paradoxe apparent d'une victoire remportée au moment où la dynamique populaire était au plus bas" dit le CERES en octobre, au congrès du PS.

Cet étonnement est le produit à la fois d'interprétations politiques d'événements historiques (le Front populaire comme transposition édulcorée du modèle révolutionnaire léniniste enchaînant luttes sociales et révolution politique), de la lecture mythique du "mouvement de masse" en fin de période, et de la confusion entre la nature rêvée du PS (parti de luttes, substitut du PC) et le militantisme de classes moyennes qui fait sa force réelle²⁴. C'est tout un ensemble de décalages entre des faits et leurs interprétations, qui sous-tend ainsi la conception de l'arrivée du PS au pouvoir exprimée par de nombreux militants. L'idée que la victoire de 1981 est un paradoxe révèle un cadre d'intelligibilité des faits politiques, des transformations économiques et sociales, des luttes, par les contemporains. Elle montre les effets de ce cadre –comment la construction imaginaire d'un fait a pu en voiler la genèse réelle jusqu'à le rendre inintelligible, et son point de rupture : le poids des réalités. Cependant, on ne peut réduire ce qui borne l'intelligence des situations par les acteurs de l'époque à des modes de pensée inadéquats ou à des illusions.

Pensés et impensés

La façon dont les militants des années 70 organisent leur réflexion sur les formes d'organisation et de démocratie révèle aussi, dans l'écart avec aujourd'hui, le champ de ce qui est ou devient pensable, et donc les impensés de l'époque ou de certains acteurs. Deux exemples l'illustrent : l'élaboration théorique de la démocratie participative, et la pensée du politique.

²³ Cette démarche de reconstruction d'un cadre d'intelligibilité s'oppose à l'interprétation téléologique de la période. Cf. Pierre Rosanvallon, *Leçon...*, p. 14

²⁴ Henri Rey, Françoise Subileau, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, PFNSP, 1991

Dans les années 70, la démocratie représentative est la seule figure institutionnalisée, conceptualisée en science politique. Elle est opposée à une autre forme de démocratie, dite directe²⁵ ou gouvernante²⁶, figure marginale. La démocratie participative est constituée en tiers pensable par deux bords : l'approfondissement de la réflexion sur les biais de la représentation et de la délégation²⁷ ; la possibilité de diversifier ce qui était alors limité à des "pratiques consultatives de l'Etat"²⁸, de donner à la participation, d'autres finalités, champs d'action et modalités que ne l'a fait le gaullisme. Ce qui devient pensable, c'est que les citoyens puissent être associés aux décisions, à ce seul titre (décliné en habitants, consommateurs, usagers, travailleurs...) et non exclusivement au nom de compétences. Aujourd'hui, avec les expériences de concertation et l'institutionnalisation de formes de démocratie participative²⁹ dans le cadre notamment de la politique de la Ville, les réflexions se sont déplacées des modalités de la participation aux conditions de la démocratie. Elles mettent ainsi en lumière ce qui n'est pas pensé dans les années 70, ce qui n'est pas constitué en problème.

D'abord, le fait que la démocratie suppose des citoyens. Dans les analyses liant démocratie et participation de Pierre Mendès France³⁰, du club Jean Moulin³¹, de François Bloch Lainé³², de Jacques Julliard³³, la figure du citoyen n'est pas pensée comme problème : c'est l'homme possédant un haut degré d'information politique, un profond attachement aux valeurs du pluralisme et une volonté d'engagement, disposant de droits³⁴. Cette apparente évidence du fondement de la démocratie a aujourd'hui disparu : la figure du citoyen se mêle au "national", valorise le droit de vote, suppose des qualités morales.³⁵ Les réflexions actuelles portent sur les moyens de redonner un fondement à la démocratie, de rendre les habitants acteurs, de les constituer en sujets réels des transformations³⁶.

²⁵ Maurice Duverger, *Institutions politiques et droit constitutionnel*, (1^e éd. 1955 et rééditions)

²⁶ Georges Burdeau, *La démocratie*, Seuil, 1978 (1^e éd 1956), p.52.

²⁷ Cf. *Esprit*, "La démocratie par l'association ?", juin 1978. Sur la critique ancienne et nouvelle de la représentation, cf. Dominique Turpin, *De la démocratie représentative*, Thèse de doctorat d'Etat, Université Paris XIII, dir. G. Lescuyer, 1978

²⁸ Je remercie Alain Chatriot et Claire Lemerancier de m'avoir communiqué leur contribution à ce colloque : "Une histoire des pratiques consultatives de l'Etat"

²⁹ *La démocratie locale. Représentation, participation et espace public* / CRAPS, CURAPP, PUF, 1999

³⁰ "Il s'agit de "dépasser l'étape de la démocratie traditionnelle de représentation pour réaliser la démocratie de participation" P. Mendès France, *La République moderne*, Gallimard, 1962, p. 216

³¹ *Un parti pour la gauche*, 1965, *Les citoyens au pouvoir*, Seuil, 1968, p. 140 sq

³² cf. son évolution de *A la recherche d'une économie concertée* (1959) au Colloque de la DAP, op. cit.

³³ *Contre la politique professionnelle*, Seuil, 1977

³⁴ Pascal Perrineau (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, PFNSP, 1994

³⁵ Sophie Duchesne, *La citoyenneté à la française*, PFNSP, 1997

³⁶ Antoine Bevort, *Pour une démocratie participative*, PFNSP, 2002 ; cf. l'analyse de "l'apprentissage de la citoyenneté active" par Maurice BLANC, "Participation et politique de la ville", in *La démocratie locale*, p. 189-190

Ces réflexions éclairent aussi, en creux, la façon dont le politique est pensé dans les années 70, ses modes de construction. La figure du politique des années 70 est construite sur la recherche de ses limites. C'est son repérage qui fait aujourd'hui problème : le politique est cherché dans des valeurs partagées³⁷, dans un rôle de régulation des conflits, d'élaboration de règles du vivre ensemble, souvent légitimés par la référence à Hanna Arendt³⁸. Si les années 70 ne posent pas la question récurrente aujourd'hui "qu'est-ce qui fait lien entre les hommes ?", c'est que le social est pensé jouant ce rôle, assurer le lien entre les hommes, par les caractéristiques démographiques, professionnelles, culturelles communes à plusieurs individus. Le politique est fondé sur le social, ou doit l'être³⁹ ; l'identité sociale structure l'identité politique⁴⁰. La pensée du politique présuppose à l'époque l'existence d'une société, d'un tout dont les divisions sont connues (classes, variables sociologiques).

La démocratie participative et le politique, tels qu'ils sont pensés dans les années 70, constituent une part de notre propre cadre d'intelligibilité, par leur apports et leurs limites. L'idée de démocratie participative pose les prémisses de formes plurielles de la démocratie, tout en créant une catégorie unique, en relation binaire avec la démocratie représentative. La recherche des frontières du politique favorise une déconstruction et une reconstruction de catégories (les définitions instituées du politique ; le social) ; elle apporte une conception transversale : le politique n'est pas un domaine mais une dimension d'autres phénomènes (potentiellement de tous). L'extension du politique à des pratiques sociales (dans des formes de luttes, dans l'expérimentation de "nouveaux rapports sociaux") conduit à instaurer la société en lieu de production du politique. Ce déplacement de l'Etat vers la société est constitutif de nos façons de pensée actuelles de deux façons. Il conduit à nos interrogations sur ce qu'une société prend en compte pour définir ses fondements, pour s'affirmer comme cité⁴¹ : quels droits, quelles expressions... Mais il conduit aussi à cette "dilution" du politique, à cette

³⁷ Dominique Schnapper, *La communauté des citoyens : sur l'idée moderne de nation*, Gallimard, 2003 ; Martine Barthélémy, *Associations : un nouvel âge de la participation ?*, PFNSP, 2002

³⁸ "La politique est l'art d'établir et de faire respecter les règles qui permettent à des personnes différentes, membres de groupements humains différents (...) de vivre ensemble en paix dans une même société, c'est-à-dire dans des rapports sociaux qui ne se réduisent pas à des rapports de force et de domination." Jean William Lapierre, "La pyramide et le réseau", *La pensée de midi*, p. 15

³⁹ cf. Yves Poirmeur, "Emblème, repère, enjeu : le social au Parti socialiste", *Le "social" transfiguré. Sur la représentation politique des préoccupations "sociales"* /Daniel Gaxie et al. dir, PUF, 1990

⁴⁰ "Depuis un siècle, le conflit entre la gauche et la droite plongeait ses racines dans le clivage social qui opposait d'une part le prolétariat, les salariés, d'autre part la bourgeoisie indépendante. La logique du débat politique et idéologique redoublait la logique du conflit social." Nonna Mayer, Pascal Perrineau, *Les comportements politiques*, Colin, 1992, p. 146

⁴¹ cf. la distinction opérée par Jacques Rancière entre "police" et "politique" dans *La méésentente. Politique et philosophie*, Galilée, 1995, p. 43-67

difficulté de repérage qui fait l'objet de questions aujourd'hui.

Le décryptage des catégories

L'étrangeté des années 70 tient en partie à l'écart existant entre des notions ou expressions de l'époque et leur sens actuel ou leur disparition. Décryptés, les mots donnent à entendre une société qui cherche à rendre compte de ses mutations.

Des termes ou catégories ont disparu, bien qu'ils aient joué un rôle phare dans les années 70. Il en est ainsi de l'autogestion⁴². Terme encore largement neuf, non figé dans une référence précise, il peut porter des sens différents. Cette malléabilité explique en partie la diffusion du terme par vagues successives touchant le CERES, le PSU, la CFDT, le Parti socialiste, et même le Parti communiste en fin de période. Mais plus encore, elle s'explique par le rôle que joue cette notion : l'autogestion constitue le vecteur par lequel s'effectuent les mutations idéologiques et politiques des organisations⁴³. Par l'autogestion, la CFDT s'arrime au monde de la lutte des classes et du socialisme, le PCF s'éloigne du modèle des pays de l'Est et engage une réflexion sur les modes décentralisés d'exercice du pouvoir, le PS se détache de la social-démocratie et gagne les marges du mouvement social. Ce rôle de transition joué, l'autogestion disparaît.

D'autres expressions apparaissent et subsistent. "Le social" devient ainsi, comme substantif⁴⁴, une catégorie de pensée et d'action distincte de l'économique et du politique. Il sert notamment à la CFDT et à des associations d'origine chrétienne, à récuser à la fois une vision institutionnelle du politique et le déterminisme économique de type marxiste. La création de cette catégorie rompt avec la vision dichotomique des "forces productives" et des "rapports de production", introduit un tiers entre l'économique et le politique, et affirme son "autonomie" à la fois à l'égard du premier (refus de la théorie du reflet) et du deuxième. S'exprime ainsi un déplacement dans la représentation des forces qui sont à l'œuvre dans les transformations des sociétés : le "social" est investi d'une dimension de sujet, de conscience, d'acteur, qui dénie au parti politique cette prérogative.

D'autres termes encore nous sont familiers, mais surchargés de sens. "Mouvement social" est un de ces palimpsestes. Dans les années 70, la notion se démêle de l'histoire du mouvement ouvrier, interpelle les organisations traditionnelles sur leurs fondements et leur capacité à s'adapter aux évolutions sociales, se fait l'emblème de nouveaux thèmes de lutte et de

⁴² Cf. *L'autogestion. La dernière utopie ?* Franck Georgi (dir.), Publications de la Sorbonne, 2003

⁴³ Cf. ma contribution à *L'autogestion. La dernière utopie ?*, p. 173-185

⁴⁴ Lorsque Jacques Donzelot parle de *L'invention du social* (Fayard, 1984), il constitue en catégorie un ensemble d'emplois de l'adjectif (droit social, assurances sociales...) aux 19^e et au 20^e siècles.

nouvelles formes d'organisation⁴⁵. Ondulant entre ancien et nouveau, entre singulier et pluriel, "mouvement social" dit la diversité, et devient un support privilégié pour exprimer à la fois la force des mobilisations, réelles ou potentielles, et la nouveauté. Aussi suscite-t-il toutes sortes de débats, à la CFDT, dans des associations, au Parti socialiste⁴⁶, dans les organisations écologistes et féministes⁴⁷. Ils ont pour enjeu la reconnaissance de nouveaux thèmes, de nouvelles formes d'engagement, de nouveaux rapports au politique, questions au cœur des réflexions actuelles.

Ce décryptage des mots éclaire le mode de construction particulier de l'espace politique de l'époque. Il révèle leur rôle de signes de communication : ils marquent des différences d'identités, délimitent des pôles d'attraction et de répulsion, autour de la CFDT, du PCF, du PS et de ses divers courants ; ils montrent la force de la dimension symbolique du discours dans la stratégie des organisations pour construire leur audience, notamment à la CFDT et au PS. Les mots des années 70 révèlent le travail d'une société sur ses transformations : l'usage de notions malléables, la déconstruction/reconstruction de catégories anciennes expriment la recherche d'un système conceptuel susceptible à la fois de rendre compte de ces évolutions et de les orienter. Ils sont un révélateur de la façon dont les contemporains recomposent leur cadre d'intelligibilité.

La constitution des documents en problèmes⁴⁸

Les travaux de science politique manifestent rarement la même attention aux sources que ceux d'histoire : ils se limitent souvent à une explicitation du contexte et des conditions de production, voire de réception des textes, qui gomme les problèmes qu'ils posent. Or les conditions de production, de diffusion des idées sont pour une part propres aux années 70. En particulier, elles participent à la construction de l'audience électorale et militante du Parti socialiste.

De la diversité des sources à la construction d'un espace politique

L'idée de démocratie participative n'est pas l'apanage ou le signe identitaire d'une organisation : l'étude d'organisations diverses par leur statut (PS, CFDT, associations, mouvements sociaux), leur origine (la Confédération syndicale du cadre de vie, exemple d'associations d'origine chrétienne), leur pratique le montre. La notion est diffuse, souvent remplacée ou relayée par d'autres (démocratie de participation, démocratie associative), et surtout présente en fin de période ; elle émerge dans un champ plus vaste, celui de la participation, de la concertation, de la valorisation du local. Mais son emploi et les jugements qui l'accompagnent varient considérablement. Refusée par

⁴⁵ Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, 1996

⁴⁶ cf. Yves Poirmeur, op.cit.

⁴⁷ Le mouvement de grèves de décembre 1995 a réveillé le terme et les débats.

⁴⁸ Jacques Le Goff, op. cit. p. 13

des associations ou une partie de leurs membres qui la considèrent comme un leurre (dénonciation de la "participation ou concertation-bidon"), elle est valorisée par d'autres, qui y voient un moyen de faire reconnaître leur expertise, comme la CSCV. Présentée par des associations comme son substitut souhaitable⁴⁹, elle est enserrée par le PS dans le cadre de la démocratie représentative dont elle devient un complément⁵⁰.

Il est de bonne méthode de s'appuyer sur des documents officiels pour comparer les positions de différentes organisations. Mais définir des "textes officiels" pour les mouvements féministes et écologistes s'avère impossible. Leurs positions s'expriment par une diversité de documents : des chartes, des proclamations, des articles de la presse spécialisée, des livres de militants, des entretiens. Cette difficulté se révèle toutefois un atout car l'inexistence d'une parole officielle traduit la nature particulière de ces organisations. Le foisonnement de textes exprime leur volonté de favoriser la pluralité des expressions et des pratiques, de rompre avec les modèles organisationnels existants ; il révèle une forme de démocratie qui expérimente ses limites et parfois son envers, comme l'ont montré l'affrontement qu'a suscité le dépôt du sigle "MLF-Mouvement de libération des femmes" par un groupe, ou les dissensions entre écologistes sur la présentation de candidats aux élections.

Certains textes se révèlent illisibles, peu cohérents. Ainsi, les résolutions générales issues des congrès de la CFDT sont-elles souvent floues. Elles reflètent en fait leur mode d'élaboration et les enjeux qu'elles portent : elles résultent de multiples réécritures et du vote d'amendements qui expriment la force, les alliances, la tactique des fédérations et des unions régionales, mais aussi des regroupements d'adhérents en fonction d'orientations politiques.

Enfin des textes considérés comme non officiels par le PS et connaissant une large diffusion nous montrent la façon dont le PS construit son audience en jouant sur les deux registres. Si la motion nationale d'orientation exprime la position officielle, des publications portant sur des thèmes précis (*Changer le cadre de vie*, *Manifeste du PS sur les droits des femmes*, *La France au pluriel...*) présentent des positions plus nuancées. N'étant pas officielles, elles n'engagent pas le parti et peuvent être désavouées à toute occasion. Mais leur argumentation, la préface souvent confiée à un responsable national⁵¹, leur diffusion servent à prouver l'ouverture du PS sur les nouveaux thèmes. Elles sont ainsi un outil dans la construction par le PS d'une audience large, auprès

⁴⁹ Notamment des associations d'origine chrétienne.

⁵⁰ Le programme du PS de 1980 (*Projet socialiste*) parle de "socialisme autogestionnaire", reconnaît le rôle des associations comme "école de démocratie" mais n'évoque ni la démocratie participative ni la concertation. La démocratie est l'exercice de la représentation par des élus. Le Parti socialiste développe l'idée de la complémentarité lorsqu'il s'adresse aux associations du cadre de vie : "Toutes les propositions socialistes dans ce domaine visent à développer un droit à la participation des usagers (...) Un tel choix (l'autogestion) suppose une démocratie participative qui complète une démocratie électorale" (J. Glavany, P. Martin, *Changer le cadre de vie*, Club socialiste du livre, 1981, p. 152).

⁵¹ Le livre d'Yvette Roudy *La femme en marge* est préfacé par F. Mitterrand

de militants associatifs ou de publics sensibilisés.

La mémoire comme document

Les années 70 sont fortement marquées, on l'a vu, par un décalage entre des faits et leur interprétation. Interprétation immédiate et mémoire se conjuguent parfois pour construire un événement. La mémoire laissée par les Assises pour le socialisme témoigne de la construction d'un scénario qui a durablement éloigné du Parti socialiste des militants de la CFDT ou d'associations.

Les Assises de 1974, qui ont organisé l'entrée au PS de plusieurs milliers de militants de la CFDT, du PSU et d'associations, dans la foulée de l'élection présidentielle, ont laissé des impressions contradictoires dans la mémoire de nombreux contemporains, adhérents ou non du PS. Interrogés dix ans après, bon nombre gardent le sentiment d'une méprise, d'une occasion ratée ou d'une tromperie. Le mode de construction de cette interprétation apparaît lorsqu'on confronte les documents des Assises et qu'on en explicite les termes et le contexte. Les textes exprimant le point de vue des associations affirment "la nécessité d'une force socialiste puissante"⁵² ; celle-ci, décrite comme "pluraliste, "présentant une diversité idéologique", reprend la figure maintes fois redessinée du "parti ouvert" donnant une large place aux associations, faisant contribuer une diversité de compétences à l'élaboration de son programme politique⁵³. Certains responsables d'associations et militants interprètent cette "nécessité" comme une possibilité, ouverte par la dynamique électorale.⁵⁴ Confrontée avec les textes publics du Parti socialiste, ses archives et celles de la CFDT⁵⁵, cette possibilité s'avère sans fondement. Ni pour la direction du PS, ni pour celle de la CFDT, ni pour celle du PSU, les Assises ne comportent de réelle ambiguïté : elles sont conçues comme un temps fort d'adhésion au Parti socialiste. L'étude des Assises éclaire la façon dont la mémoire a construit cet événement : elle rend compte de l'écart entre un horizon d'attente –changer les formes d'exercice de la démocratie– et un champ d'expériences⁵⁶–le fonctionnement du PS– en lui donnant le sens d'une erreur –fausse appréciation des forces en présence ou naïveté devant une manœuvre. Le sentiment qu'une occasion a été manquée ou que les nouveaux adhérents ont été bernés exprime donc largement une interprétation a posteriori qui projette sur le passé une possibilité sans

⁵² Appel de la Troisième composante, *Assises du socialisme*, Stock, 1974. Signé par des responsables de la CFDT et d'associations.

⁵³ "Pour un grand mouvement socialiste", *Assises...* Signé par six associations.

⁵⁴ Gilbert Declercq (CFDT) écrit ainsi : "Là où il devient contestable d'y (aux Assises) associer une organisation syndicale, c'est lorsqu'on veut utiliser ces Assises pour engager un large processus de restructuration du PS", *Nouvel Observateur*, 7/10/1974

⁵⁵ Ces archives n'ont été ouvertes que récemment. François Kraus les a consultées en 2000-2001 ("Les Assises du socialisme", *Notes de la Fondation Jean Jaurès*, juillet 2002)

⁵⁶ Pour Reinhart Koselleck, "ce qui distingue l'expérience, c'est d'avoir transformé ce qui s'est passé, de pouvoir l'actualiser, d'être saturée de réalité, d'intégrer à son propre déroulement des possibles actualisés ou manqués." *Le futur passé : contribution à la sémantique des temps historiques*, EHESS, 1990, p. 313

consistance réelle : la création en la circonstance d'une force politique différente du PS.

En conclusion, je voudrais aborder la question des rapports entre science politique et histoire. La première piste proposée à notre réflexion, celle de l'instrumentation, est étroite : dans la démarche historique, le politologue trouve en fait moins des outils complémentaires qu'une posture différente permettant de donner un sens à l'écart entre un hier enfoui et aujourd'hui. L'approche historique et l'approche politique ne constituent pas non plus deux temps distincts, fondés sur un partage des rôles, l'histoire donnant un socle sur lequel le politologue construirait la spécificité de son objet, par analogies et différences, par filiations et bifurcations. Elles construisent une démarche unique par une interpellation réciproque de présupposés et d'évidences. L'association des deux approches permet de travailler ensemble les écarts de temps et de points de vue, les décalages dans les cadres de pensée et les questions en jeu, les problèmes posés par les sources, afin de donner sens aux actions du présent dans la compréhension de celles du passé. S'agit-il d'une "hybridation" ? Adopter ce point de vue supposerait que la démarche et les objets constituant la science politique puissent être définis en eux-mêmes, dans leur spécificité. Or c'est bien le politique lui-même qui est au cœur des débats actuels. Ce sont donc les relations entre des catégories de pensée et d'action –le social, l'économique, le politique–, entre des démarches disciplinaires, dans leurs frontières et leurs mutations, qu'il est aujourd'hui décisif de questionner. Parce que le politique n'est pas l'affaire de la science politique, mais que "le domaine politique naît directement de la communauté d'action, de la "mise en commun des paroles et des actes."⁵⁷

Résumé

Cette contribution analyse la transformation d'un regard de politologue par une approche historique sur les années 1970, en particulier sur l'élaboration de l'idée de démocratie participative. Elle montre comment des questions posées aujourd'hui sur les organisations politiques ou le fonctionnement de la démocratie prennent sens en étant mises en perspective avec des questions et des expériences de cette époque.

⁵⁷ Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, 1983, p. 257. Elle cite Aristote, *Ethique à Nicomaque*, 1126 b12.

La démarche historique met en évidence le moment particulier que constituent les années 70 dans la réflexion de la société sur les formes de la démocratie et leur adaptation aux évolutions : la conceptualisation de la démocratie participative exprime un changement de paradigme, la transition entre une conception de la démocratie fondée sur l'unicité de la volonté générale et de son expression par la représentation, et l'esquisse d'une démocratie complexe, dans ses formes et ses niveaux de mise en œuvre.

La démarche généalogique montre que la pensée de la démocratie participative se situe dans la continuité des débats qui accompagnent la recomposition du Parti socialiste. Mais à l'échelle d'un siècle, elle révèle la place de transition de la décennie, entre deux mondes, celui ouvert au dix-neuvième siècle par l'organisation du mouvement ouvrier et la formation des partis politiques modernes, et celui esquissé à la fin du vingtième siècle, de complexification sociale et de remise en cause des fondements du politique.

La comparaison des questions des années 70 et d'aujourd'hui met en lumière la façon dont les acteurs de la période ont construit leurs modes d'interprétation des situations. Par exemple, la figure du citoyen n'est pas constituée en problème à l'époque : elle est une évidence qui fonde la possibilité de la participation aux affaires de la Cité. Cette comparaison montre aussi que la démocratie participative et le politique, tels qu'ils sont pensés dans les années 70, contribuent à notre propre questionnement, par leurs apports et leurs limites : l'idée de démocratie participative pose les prémisses de formes plurielles de la démocratie, tout en créant une catégorie particulière ; la recherche des frontières du politique conduit à déconstruire les catégories et les rôles prédéfinis et instaure la société en lieu de production du politique et de réflexion de multiples expériences. L'extension du politique à des pratiques sociales conduit à instaurer la société en lieu de production du politique, mais elle initie aussi sa "dilution", cette difficulté de repérage qui fait l'objet de questions aujourd'hui.

L'étude des problèmes posés par les documents, sur leur statut ou leur mode d'élaboration se révèle un atout pour comprendre certaines organisations : l'inexistence d'une parole officielle dans le mouvement des femmes ou le mouvement écologiste exprime leur volonté de favoriser la pluralité des expressions et des pratiques, d'expérimenter des formes de démocratie.

Dans l'analyse des expressions caractéristiques (autogestion, mouvement social...), apparaît le travail d'une société sur ses transformations : l'usage de notions malléables, la déconstruction/reconstruction de catégories anciennes manifestent la recherche d'un système conceptuel susceptible à la fois de rendre compte de ces évolutions et de les orienter. Ils sont un révélateur de la façon dont les contemporains recomposent leur cadre d'intelligibilité.

La prise en compte de la mémoire s'avère aussi une démarche essentielle pour comprendre comment est produit l'écart entre un fait et son interprétation. L'exemple des Assises pour le socialisme montre la façon dont la mémoire de certains contemporains active un imaginaire et construit un événement en expérience collective.

La construction d'un point de vue historique sur l'élaboration de la démocratie participative dans les années 70 peut ainsi contribuer à la réflexion d'aujourd'hui sur le politique.

HATZFELD Hélène

helene.hatzfeld@free.fr

Docteur d'Etat en science politique

Agrégation de lettres classiques

Maître de conférence en sociologie à l'Institut d'études politiques de Paris

Maître-assistant en sciences humaines et sociales à l'Ecole d'architecture de Lyon

Banlieues : villes de demain. Vaux-en-Velin au-delà de l'image (dir.), Editions du CERTU, Collection Aménagement et urbanisme. Les Ecoles d'architecture, 2000

Méthodologie de l'observation sociale, Dunod, 2000, 165 p. (collab).

Construire de nouvelles légitimités en travail social, Dunod, 1998, 240 p.

Quand la marge est créatrice. Les interstices urbains, initiateurs d'emploi, (collab.) Editions de l'Aube, 1998, 155 p.